



REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
Ministère de l'Industrie de la Petite et Moyenne Entreprise et de la
Promotion de l'Investissement

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT
EN ALGERIE

Document de Projet

Titre du projet : Appui à la mise en œuvre de la stratégie industrielle et la promotion des investissements.

Effet CCS : La connaissance des processus sociaux et économiques et la capacité d'évaluation et de suivi des politiques publiques sont plus performantes, la compétitivité et l'environnement des entreprises améliorés et les inégalités régionales et sociales réduites, en particulier la participation des jeunes dans la vie économique et culturelle est renforcée.

Produit attendu : D'ici à 2014, le Gouvernement aura mis en œuvre un processus visant à peaufiner les politiques publiques relatives au développement industriel et rural par l'amélioration de la compétitivité des entreprises et du soutien à la petite et moyenne entreprise / industrie (PME/PMI).

Résultats attendus : La participation à l'amélioration de la compétitivité des entreprises du secteur industriel et de la contribution du secteur à la création d'emplois.

Partenaire de réalisation : Ministère de l'Industrie de la Petite et Moyenne Entreprise et de la Promotion de l'Investissement.

Agence de mise en œuvre : Ministère de l'Industrie de la Petite et Moyenne Entreprise et de la Promotion de l'Investissement.

Brève description

Le projet visant à la mise en œuvre de la stratégie industrielle et de la promotion des investissements cible l'amélioration de la compétitivité des entreprises du secteur industriel notamment le secteur de la Petite et Moyenne Entreprise et de la contribution du secteur à la création d'emplois. Les objectifs spécifiques de ce programme portent sur le développement sectoriel de l'industrie, la mise à niveau des entreprises, l'appui à la création et au développement de PME/PMI, l'amélioration du fonctionnement des espaces d'appui aux PME (ANDPME, Centre de facilitation, Bourse de sous-traitance ...) la contribution à une plus grande efficacité du déploiement spatial de l'industrie, le développement de l'innovation industrielle ainsi que le développement de ressources humaines expertes.

Période du projet:	2011-2013
Domaine (plan stratégique PNUD):	Gouvernance
Atlas award ID :	00061871
Date de début:	100078905 Novembre 2011
Date de clôture:	Avril 2013
Date du LPAC :	21 février 2011
Arrangement de gestion	NIM (NEX)

Ressources requises totales:	353.768	US \$
Ressources allouées totales :	353.768	US \$
• Fonds PNUD	174.270	US \$
• Gouvernement algérien	179.498	US \$
Dont : 3% de frais de gestion	5.228	US \$
Total :	353.768	US \$

Approuvé par le Ministère des Affaires Etrangères

Approuvé par le Ministère de l'Industrie, de la Petite et Moyenne Entreprise et de la Promotion de l'Investissement

Approuvé par le Programme des Nations Unies pour le Développement



Le Secrétaire Général
Director of External Economic
and Financial Relations

Abderrazak HENNI

Mamadou Mbaye

Représentant résident PNUD
UNDP Resident Representative



I. ANALYSE DE LA SITUATION

1/ L'industrie en Algérie

L'Algérie a connu au cours des années 70 et le début des années 80 une phase d'industrialisation intense qui a coïncidé avec les différents plans de développement mis en œuvre au cours de cette période¹. Durant les années 1966-1986, le secteur industriel a affiché des performances remarquables avec, notamment, une croissance annuelle moyenne du secteur de plus de 11%, une contribution moyenne à la PIB de l'ordre de 14,5% ainsi qu'une part de l'emploi industriel dans l'emploi global de 12,2%. Cet effort d'industrialisation a été soutenu par un taux d'investissement remarquable qui a atteint un pic de 47,8 % du PIB en 1978.

Le contre choc pétrolier de 1986 a conduit l'économie algérienne à se soumettre à un programme d'ajustement structurel qui a vu se succéder les dévaluations de la monnaie nationale, accompagnées de hausses très importantes des taux d'intérêt. Cette situation, conjuguée à une ouverture rapide du commerce extérieur, installent de fait les entreprises industrielles dans une situation difficile vis-à-vis d'une concurrence étrangère intense. A un niveau global, l'indice de la production industrielle publique hors hydrocarbures a ainsi perdu entre 1989 et 1997 plus de 31 points.

Aujourd'hui, l'industrie nationale connaît une faible évolution qui se reflète dans la part de la valeur ajoutée industrielle dans le PIB qui se situe autour de 5% du PIB (selon l'Office Nationale des Statistiques, ONS).

Il est vrai que l'accroissement des prix des hydrocarbures a considérablement augmenté la part de ce secteur dans le PIB nominal et réduit en conséquence la contribution des autres secteurs. Ainsi, la part dans le PIB de tous les secteurs hormis celui des hydrocarbures et le BTP a diminué en 2008. Cette prédominance des hydrocarbures fait que par le seul effet des prix, la contribution des divers secteurs peut être profondément modifiée.

Afin d'avoir une mesure indépendante de la conjoncture des prix notamment des hydrocarbures, on peut envisager d'évaluer alternativement le poids de l'industrie par:

- la contribution au PIB *à prix constants*,
- la part de l'industrie dans le PIB *hors hydrocarbure*.

¹Le plan triennal 1967-1967-1969, le premier quadriennal 1970-1973, le second quadriennal 1974-1977 et le plan quinquennal 1980-1984.

Appui à la mise en œuvre de la stratégie industrielle et la promotion des investissements.

EVALUATION DE LA VALEUR AJOUTEE DE L'INDUSTRIE DANS LE PIB*

	2005	2006	2007	2008	2009
Hydrocarbures (en KDa)	3 352 878	3 882 227	4 089 308	4 997 554	3 109 078
Industrie (en KDa)	418 294	449 488	479 811	519 501	573 066
Le PIB (en KDa)	7 561 984	8 514 838	9 362 690	1 106 9025	10 017 515
Eau&Energie et Mines&Carrières (En Kda)	81 125	91 153	98 196	110 621	115 514
Industrie dans le PIB	5,5%	5,3%	5,1%	4,7%	5,7%
Industrie dans le PIB H.H.	9,9%	9,7%	9,1%	8,6%	8,3%
Industrie manufacturières dans le PIB	4,5%	4,2%	4,1%	3,7%	4,6%
Industrie manufacturières dans le PIB H.H.	8,0%	7,7%	7,2%	6,7%	6,6%

* Année de base : 1999

Source : Calculs d'après ONS – Comptes économiques 2000 à 2009

On voit que la contribution de l'industrie est sous-estimée lorsque celle-ci est évaluée en prix courants. Hors hydrocarbures, la part de l'industrie s'élève à 10% en 2005 et à près de 9% en 2008. Néanmoins, la tendance à la contraction de l'activité industrielle est persistante, bien qu'à des degrés divers, quelle que soit la méthode d'évaluation retenue. Ainsi, la part de l'industrie dans le PIB nominal chute de près de un point entre 2005 et 2008 (de 5,5% à 4,7%) et de 1,3 points au cours de la même période lorsque la contribution de l'industrie est rapportée au PIB hors hydrocarbure.

La faiblesse de la contribution de l'industrie à la production nationale est liée en grande partie au passage de l'économie algérienne, vers une économie de marché comme de l'ouverture de l'économie algérienne, longtemps protégée au marché mondial.

2/ La stratégie industrielle

L'industrie est un secteur structurant majeur du fait de son potentiel de diffusion de la technologie, de diversification des exportations et de création d'emplois. De ce fait, il a été fixé au secteur de l'industrie l'objectif de relancer et de développer l'activité industrielle pour lui permettre de contribuer de façon significative à la création d'emplois et au développement durable de la Nation.

Afin de concrétiser cet objectif, un processus visant l'élaboration d'une stratégie industrielle a été engagé par le Ministère en charge de l'Industrie. Ce processus a fait l'objet d'une concertation à la fois sectorielle et nationale. Des rencontres ont été organisées avec les associations d'entreprises du secteur privé, des experts de l'industrie ainsi qu'avec les gestionnaires du secteur public industriel.

Appui à la mise en œuvre de la stratégie industrielle et la promotion des investissements.

En vue d'approfondir le débat et d'y associer la plus large représentation nationale possible, des Assises sur la stratégie industrielle se sont tenues durant le mois de février 2007 pendant trois jours et ont réuni le monde de l'entreprise publique et privée, des universitaires et des experts au sein de 11 Ateliers transversaux et 5 Ateliers techniques. Les Assises ont permis:

- de faire associer l'ensemble des parties prenantes dans une démarche consensuelle,
- de faire des recommandations qui ont été adoptées en séance plénière et ont permis d'enrichir le document proposé. D'une manière générale, l'analyse, la vision et la stratégie présentées ont été jugées appropriées dans le cadre historique que vit l'économie nationale.

A la lumière des recommandations des Assises, la Stratégie industrielle a fait l'objet d'une communication au Conseil de Gouvernement en Juillet 2007 à la suite de quoi, un programme d'actions détaillé de la stratégie a été dégagé.

La stratégie industrielle a été approuvée lors d'un Conseil du Gouvernement en 2008.

Notons que deux grands axes structurent la mise en œuvre de la stratégie industrielle : les politiques de déploiement sectoriel et spatial d'une part, et, d'autre part, les politiques transversales de développement de l'activité industrielle.

L'architecture de la nouvelle stratégie industrielle qui offre désormais des perspectives claires de redéploiement industriel et dont la mise en œuvre est confiée au Ministère de l'Industrie de la PME et de la Promotion de l'Investissement (MIPMEPI)(<http://www.mipi.dz>) peut être restituée comme ci- après.

2.1 Le premier axe de la stratégie industrielle concerne :

Le **déploiement sectoriel** qui vise la transformation industrielle et la valorisation des ressources primaires dont le potentiel dans le pays est considérable dans l'industrie de la pétrochimie, de la sidérurgie, des fertilisants, des matériaux de construction. Il vise également la densification du tissu industriel par l'encouragement de la remontée des activités vers des segments de filières à plus haute valeur ajoutée (dans l'industrie pharmaceutique, électronique ou agroalimentaire). Le déploiement sectoriel concerne enfin le développement de nouvelles industries parmi lesquelles l'industrie de l'automobile —où l'Algérie accuse un retard régional-, l'industrie des nouvelles technologies de l'information et celle de la réparation et de la construction navale.

Ce cadre de déploiement sectoriel s'appuiera sur la constitution de puissants groupes publics et privés en partenariat dans le cadre d'alliances stratégiques ou de mise en place de Société de Promotion de l'Investissement lorsqu'il s'agit de nouvelles activités.

La **localisation spatiale des industries** exploite la concentration des activités économiques et la proximité des centres de formation et de recherches pour développer les synergies et les coopérations entre les différents acteurs de l'industrie. Substituant à la pratique actuelle de la simple implantation d'usines, la logique de la connectivité et des économies externes, la stratégie industrielle s'attelle à l'aménagement et le développement des Zones Industrielles et tire profit de la proximité spatiale en mettant

Appui à la mise en œuvre de la stratégie industrielle et la promotion des investissements.

en réseau les entreprises, les institutions de régulation ainsi que les structures de recherche, de formation et d'expertise.

2.2 Le deuxième axe de la stratégie industrielle, quant à lui, concerne :

Les politiques transversales notamment (i) la modernisation des entreprises par la *mise à niveau*, (ii) la *promotion de l'investissement* industriel national et étranger, (iii) les politiques *d'appui à l'innovation* et au transfert technologique ainsi que (iv) le développement des *ressources humaines*. Ces politiques de développement concernent l'ensemble des activités industrielles et sont au cœur de la stratégie industrielle. Elles permettent de développer et de consolider un secteur privé compétitif, à même de porter durablement le développement industriel de la Nation.

II. STRATÉGIE

L'objectif général de ce projet d'appui est de participer à l'amélioration de la compétitivité des entreprises du secteur industriel et de la contribution du secteur à la création d'emplois.

Cet appui est conforme au CPD, Country Programme Document ou Programme de pays pour l'Algérie (2012-2014) qui définit comme le développement économique et social comme un des trois axes de son programme qui vise « d'ici à 2014, le Gouvernement aura mis en œuvre un processus visant à peaufiner les politiques publiques relatives au développement industriel et rural par l'amélioration de la compétitivité des entreprises et du soutien à la petite et moyenne entreprise / industrie (PME/PMI) ».

Pour le Cadre de coopération stratégique (2012-2014), cet appui s'inscrit dans la perspective de « La connaissance des processus sociaux et économiques et la capacité d'évaluation et de suivi des politiques publiques sont plus performantes, la compétitivité et l'environnement des entreprises améliorés et les inégalités régionales et sociales réduites, en particulier la participation des jeunes dans la vie économique et culturelle est renforcée ».

Enfin, cet appui s'inscrit dans la continuité des résultats obtenus dans le cadre du projet « Appui à l'évaluation des besoins d'accompagnement des réformes économiques en Algérie » mis en œuvre avec le concours du PNUD qui aura permis entre autres d'appuyer la production de la stratégie de développement industriel.

Notons que cette démarche visant cet appui du PNUD a été validée à tous les niveaux par l'ONUDI.

Ce cadrage en terme de positionnement du projet de façon macroscopique fait, il est important de relever que suivant les projections réalisées, la mise en œuvre de la stratégie industrielle permettra de faire passer la part de l'industrie dans le PIB de 5% actuellement à près de 9% sur un horizon temporel de dix ans. Ceci permettra à l'industrie de retrouver la place qui doit être la sienne dans l'économie algérienne.

Pour cela, et en terme cette fois de stratégie du projet, les objectifs spécifiques de ce dernier porte sur l'appui au développement sectoriel de l'industrie ; la contribution à une plus grande efficacité du déploiement spatial de l'industrie ; l'appui au développement de l'innovation industrielle ainsi que le développement de ressources humaines expertes.

Appui à la mise en œuvre de la stratégie industrielle et la promotion des investissements.

2.1 Développement industriel

Le MIPMEPI met en œuvre une politique de promotion des investissements qui vise d'une part à encourager les investissements ayant un potentiel de développement en amont et en aval, de création d'emploi et contribuant à l'équilibre régional du territoire.

Les Incitations mises en œuvre sont multiples (facilitations fiscales, facilitations douanières, fourniture de l'énergie à des prix internes compétitifs, etc.). Cette politique exige que le MIPMEPI mette en place une capacité propre à évaluer les projets d'investissement qui lui sont soumis tant du point de vue de leur rentabilité financière que de leur rentabilité économique.

La stratégie industrielle vise non seulement le développement des secteurs existant mais également la *promotion de secteurs* lesquels sont identifiés par leur potentiel à structurer l'économie nationale et par leur capacité à diffuser la technologie à l'ensemble de l'économie. La mise en œuvre de cette action s'appuiera sur la constitution de Société de Promotion de l'Investissement (SPI) dont la mission est d'accompagner l'investisseur dans ces nouveaux secteurs en réalisant des travaux d'études (ingénierie technique et financière, marketing), voire même, en participant à la création de l'entreprise nouvelle dans le cadre d'un partenariat public-privé. Dans ce contexte, il est attendu de l'appui du PNUD que celui-ci accompagne la mise en place du groupe industriels de matériaux de construction et la définition du périmètre d'intervention du groupe Chimie par la mise à disposition de l'expertise technique et juridique nécessaire, Comme il est attendu l'appui toujours par la mise à disposition d'expertise dans la perspective de la création d'un Centre d'analyses et d'études de l'information économique et industrielle permettant ainsi de suivre les évolutions, les tendances économiques et industrielles .

Pour ce qui concerne plus particulièrement la PME/PMI, relevons que dans le cadre du plan d'action 2010/2014, le Gouvernement prévoit de donner une impulsion et un développement important au secteur de la PME/PMI notamment par la mise à niveau de 20 000 entreprises, la création et le développement de 200 000 PME/PMI avec une prévision de création de 1.5 millions d'emplois.

Ainsi, l'Agence Nationale de Développement de la PME/PMI (ANDPME), chargée de la mise en œuvre du Programme National de Mise à niveau des entreprises et de l'appui à la création d'entreprises, a besoin d'un appui institutionnel qui se traduira par le renforcement des capacités afin de consolider sa force d'intervention ainsi que ses antennes (10) réparties sur tout le territoire.

Appui à la mise en œuvre de la stratégie industrielle et la promotion des investissements.

Le volet Formation du personnel de l'ANDPME et celui de la communication seront un axe important à prendre en compte. Un soutien se fera également à l'endroit des espaces chargés de l'appui et de facilitations au profit des PME (Centre de facilitation, Bourse de sous traitance...). Enfin il s'agira de contribuer à la consolidation d'un partenariat stratégique entre l'ANDPME et les associations professionnelles, acteurs importants pour le développement du secteur de la PME.

Dans ce contexte, il est attendu que le PNUD apporte sa contribution à travers la mise à disposition de l'expertise nécessaire souhaitée.

2.2 Déploiement spatial

La stratégie industrielle projette un redéploiement spatial des activités industrielles sur de nouvelles bases qui exploitent la mise en réseau et, d'une façon générale, les synergies liées à la proximité des entreprises entre elles, les laboratoires de recherche et les structures de régulation. Dans ce cadre, des actions de développement et d'aménagement des Zones Industrielles seront réalisées au travers de 3 zones pilotes : Sétif, Annaba et Oran. L'action que le MIPMEPI devra mettre en œuvre est aussi la mise en place de réseaux d'intelligence économique dans les trois régions Est, Ouest et Centre. Il est attendu du PNUD, la mise à disposition de l'expertise nécessaire afin de produire les termes de référence s d'étude d'aménagement de zones industrielles et de réseaux d'intelligence économiques.

2.3 Développement de l'innovation

Le Ministère à travers la Loi sur l'innovation dans l'industrie qui est soumise au Gouvernement entend mettre progressivement en place un système national d'innovation jetant les passerelles entre la recherche scientifique et technologique et le monde des entreprises. Dans ce cadre, il envisage de mettre en place une Agence Nationale d'Innovation Industrielle.

La mission générale de cet Agence est de soutenir l'innovation dans les entreprises industrielles et de favoriser le transfert des technologies internationales. L'Agence devra soutenir les Centres Techniques Industriels, les projets d'innovation multipartenaires, l'insertion des doctorants dans les entreprises et fournir des statistiques sur les dépenses de R&D (Recherche et développement) dans les entreprises et leur niveau d'innovation.

Le PNUD apportera ici l'expertise nécessaire permettant la détermination des termes de référence et du cahier des charges de l'Agence d'innovation industrielle.

2.4 Les ressources humaines

Dans un contexte économique où l'innovation tire la compétitivité des firmes, la stratégie industrielle considère le capital humain comme un vecteur stratégique de modernisation de l'entreprise et d'accroissement de la productivité globale de l'économie nationale. Le constat qui a été fait est celui de l'insuffisance du management dans les entreprises. Dans ce cadre, la mise à niveau des programmes de formation de l'Institut National de

Appui à la mise en œuvre de la stratégie industrielle et la promotion des investissements.

la Productivité et du Développement Industriel (INPED) ainsi que la mise en place d'Ecole de management sera un puissant vecteur d'augmentation de l'offre de formation en management et de sa qualité en direction des entreprises nationales. L'appui sollicité à ce niveau concerne l'élaboration de l'étude de maturation pour la création de deux Ecoles de management ainsi que la mise à jour des programmes de formation en management de l'INPED.

Aux fins de continuer à appuyer le MIPMEPI dans ses efforts pour la mise en œuvre de la stratégie de développement industriel pour la rendre plus moderne et, en définitive, plus efficace, le PNUD mise sur :

- Sa relation distinctive datant de 2003 qui a permis d'établir une concertation permanente et un bon climat de collaboration ;
- Les partenariats stratégiques avec la communauté des donateurs et la société civile ;
- Sa présence sur le terrain dans 166 pays ;
- Son réseau mondial et régional de praticiens et sa capacité à générer, codifier et disséminer les savoirs permettant la production et le partage de connaissances extrêmement poussées dans le domaine de l'accès à la justice ;
- Son rôle de facilitateur et de leader de réseau de coordonnateurs résidents de l'ONU pour coordonner les actions et les interventions des agences des Nations Unies.

Appui à la mise en œuvre de la stratégie industrielle et la promotion des investissements.

III. CADRE DE RESULTATS ET RESSOURCES

PRODUITS ATTENDUS	CIBLES ANNUELLES	ACTIVITES INDICATIVES	PARTIES RESPONSABLES	DESCRIPTION DES RESSOURCES	INPUTS US \$
<p>Produit 1</p> <p>Un appui au processus de développement industriel du pays est apporté.</p>	<p>2012 : expertise engagée</p> <p>2012 : Etudes engagées</p> <p>2012 : Expertise engagée</p> <p>2012 : Analyse juridique disponible</p> <p>2012 : Termes de référence et cahier des charges disponibles</p> <p>2012 : Réalisation de l'étude</p>	<p>1.1 Expertise visant à accompagner GICA (Groupe industriel de matériaux de construction) dans la mise en œuvre de son plan de développement notamment dans ses nouvelles activités de production : BEP (Béton prêt à l'emploi) et l'exportation.</p> <p>1.2 Expertise visant à définir le périmètre du Groupe chimie, son organisation, élaboration de son business plan et son bilan d'ouverture.</p> <p>1.3 Analyse juridique pour l'élaboration de convention et memorandum d'entente.</p> <p>1.4 Elaboration des termes de références et cahier des charges de l'étude de faisabilité et de mise en place d'un Centre d'analyse et d'études de l'information économique et industrielle.</p> <p><i>Etude de faisabilité et de mise en place d'un Centre d'analyse et d'études de l'information économique et industrielle (pour mémoire).</i></p>	<p>MIPMEPI</p> <p>MIPMEPI</p> <p>MIPMEPI</p> <p>MIPMEPI</p>	<p>Consultant international (15j x1) Consultant national (20j x1)</p> <p>Consultant international (15j x1) Consultant national (20j x2)</p> <p>Consultant international (10j x1) Consultant national (20j x2)</p> <p>Consultant international (15j x1) Consultant national (20j x2)</p>	<p>7.500 2.500</p> <p>7.500 5.000</p> <p>5.000 5.000</p> <p>7.500 5.000</p> <p>Ressources à mobiliser (fonds publics)</p>
<p>Situation de référence 2010</p> <p>-Faible valeur ajoutée de l'industrie dans le PIB (5%).</p> <p>-Existence d'une stratégie de développement industrielle.</p>					
<p>Indicateurs</p> <p>- Les Groupes GICA et Chimie sont opérationnels</p>					

Appui à la mise en œuvre de la stratégie industrielle et la promotion des investissements.

<p>-Convention et memorandum d'entente existantes.</p> <p>-Développement et création de 200 000 PME (plan d'action 2010/2014</p>	<p>2012 :TDR et cahiers des charges disponibles</p>	<p>1.5 Elaboration des termes de références et cahier de charges pour le renforcement des capacités d'intervention de l'ANDPME chargée de la mise à niveau des entreprises et du soutien à la création des PME/PMI.</p>	<p>MIPMEPI</p>	<p>Consultant international (20x2) Consultant national (8x4)</p>	<p>20.000 4.000</p>
	<p>2013 : Méthodologie et procédures de travail performantes Personnels formés</p>	<p>1.6 Mise en place d'une méthodologie et procédures performantes. Formation du personnel de l'ANDPME en vue d'une meilleure prise en charge de la mise à niveau des entreprises et du soutien à la création des PME/PMI.</p>	<p>MIPMEPI</p>	<p>Consultant national (20x1) Sous traitance (forfait)</p>	<p>5.000 15.000</p>
	<p>2013 : Partenariats créés</p>	<p>1.7 Mise en place de partenariat stratégique entre l'ANDPME et les associations professionnelles.</p>	<p>MIPMEPI</p>	<p>Consultant national (20x1)</p>	<p>2.500</p>
	<p>2013 : Stratégie de communication existante</p>	<p>1.8 Développer une stratégie de communication ciblée (séminaire de sensibilisation, publicité...).</p>	<p>MIPMEPI</p>	<p>Consultant national (20x1) Sous traitance (forfait)</p>	<p>2.500 10.000</p>
	<p>2013: Amélioration des performances et d'organismes et réseau d'expertise nationale créés</p>	<p>1.9 Améliorer l'intervention des centres de facilitation, bourse de sous-traitance, et Constituer un réseau d'expertises nationales adaptées aux PME/PMI et TPE (Très petite entreprise).</p>	<p>MIPMEPI</p>	<p>Consultant national (20x2)</p>	<p>5.000</p>
					<p><u>Total : 109.000</u></p>

Appui à la mise en œuvre de la stratégie industrielle et la promotion des investissements.

<p>Produit 2 Le déploiement spatial est soutenu.</p>					
<p>Situation de référence 2010 -Valeur ajoutée de l'industrie dans le PIB 5%. -Existence d'une stratégie de développement industrielle Indicateurs : -Zones industriel intégrée soutenue -Existence de réseau d'intelligence économique.</p>	<p>2012 : Termes de référence disponibles</p>	<p>2.1 Elaboration des termes de références de l'étude d'aménagement de zones industrielles en partenariat public/public et public/privé <i>Réalisation de l'étude de faisabilité de zones industrielles (pour mémoire)</i></p> <p>2.2 Elaboration des termes de références de l'étude visant la détermination des modalités de mise en place de réseaux d'intelligence économique au niveau des régions Est, Ouest et Centre. <i>Réalisation de l'étude visant la détermination des modalités de mise en place de réseaux d'intelligence économique au niveau des régions Est, Ouest et Centre. (pour mémoire).</i></p>	<p>MIPMEPI</p>	<p>Consultant international (7)x1) Consultant national (15)x3</p>	<p>3.500 5.625</p> <p>Ressources à mobiliser (fonds publics)</p> <p>4.000 3.750</p> <p>Ressources à mobiliser (fonds publics)</p> <p><u>Total : 16.875</u></p>

Appui à la mise en œuvre de la stratégie industrielle et la promotion des investissements.

PRODUITS ATTENDUS	CIBLES ANNUELLES	ACTIVITES INDICATIVES	PARTIES RESPONSABLES	DESCRIPTION DES RESSOURCES	INPUTS US \$
Produit 3 Un appui est apporté aux Politiques de support à l'innovation Situation de référence 2010 -Faible valeur ajoutée de l'industrie dans le PIB (5%.) -Existence d'une stratégie de développement industrielle Indicateurs L'Agence Nationale de l'Innovation Industrielle créée.	2012 : Termes de référence et cahier des charges disponibles	3.1 Appui à la mise en place d'une Agence Nationale de l'Innovation Industrielle	MIPMEPI	Consultant international (12j x1) Consultant national (30j x3)	6.000 11.250
Produit 4 Le développement des ressources humaines est soutenu Situation de référence 2010 -Faible valeur ajoutée de l'industrie dans le PIB (5%). -Existence d'une stratégie de développement industrielle -Inexistence d'école de management	2012 et 2013 :30 cadres du Ministère formés 2012 : Termes de référence et cahier des charges disponibles 2012 :TDR et expertise réalisée	4.1 Formation en évaluation économique et financière des projets. . 4.2 Mise à jour des programmes de formation de l'INPED (Institut national de la productivité et du développement industriel) 4.3. Mise à jour des programmes de formation en management de l'INPED. 4.4 Définition des besoins et lancement de cycles de formation en management.	MIPMEPI MIPMEPI MIPMEPI MIPMEPI MIPMEPI	Ecole de formation (forfait) Consultant national (30j x2) Consultant national (30j x2) Consultant national (30j x4) Consultant international (15jx1)	30.000 7.500 7.500 15.000 7.500
<u>Total : 17.250</u>					

Appui à la mise en œuvre de la stratégie industrielle et la promotion des investissements.

<p>Indicateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Des cadres du MIPMEPI formés -Des structures de formation adaptent leurs cursus de formation aux besoins du pays. 	<p>2012 : Termes de référence et cahier des charges disponibles</p> <p>2012 : Termes de référence et cahier des charges disponibles.</p> <p>2012 : 21 cadres du Ministère en visite de travail.</p>	<p>4.5 Etudes de maturation pour la création de Jeux Ecoles de management.</p> <p>4.6 Voyages d'études.</p>	<p>MIPMEPI</p>	<p>Voyage (3 voyage d'études de 5 jours pour 7cadres)</p>	<p>50.625</p> <p style="text-align: right;"><u>Total : 107.500</u></p>
<p>Aspect administratif (Cellule d'appui, de suivi et de gestion des actions (18 mois) :</p>	<p>2011 : mise en place équipe de projet</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Coordonnateur du projet • Assistante • Chauffeur • Audit • Evaluation • Frais divers (fonctionnement) 	<p>MIPMEPI/PNUD</p>	<p>Contrat (18 mois x 3.000 US \$)</p> <p>Contrat (16 mois x 870 US \$)</p> <p>Contrat (16 mois x 400 US \$)</p> <p>Sous traitance</p> <p>Consultant</p> <p>Forfait</p>	<p>54.000</p> <p>11.740</p> <p>7.800</p> <p>5.000</p> <p>5.000</p> <p>3.750</p> <p style="text-align: right;"><u>Total : 87.290</u></p>
Total					348.540

- Consultant international 500 US \$ /Jour
- Consultant national 125 US \$ / Jour

IV. PLAN DE TRAVAIL ANNUEL

Année: 2011

PRODUITS ESCOMPTES <i>Données de base, indicateurs et cibles annuelles associés</i>	ACTIVITES PLANIFIEES <i>Lister les résultats d'activités et les actions pour les réaliser</i>	AGENDA				PARTIES RESPONSABLES	Source de Financement	BUDGET PREVU Code Budgétaire et Description	Montant \$ US
		T1	T2	T3	T4				
<p>Produit 1:</p> <p>Un appui au processus de développement industriel du pays est apporté.</p> <p>Situation de référence 2010</p> <p>-Valeur ajoutée de l'industrie dans le PIB 5%.</p> <p>-Existence d'une stratégie de développement industrielle.</p> <p>-développement et création de 200 000 PME (plan d'action 2010/2014)</p> <p>Indicateurs</p> <p>-- Les Groupes GICA et Chimie sont opérationnels</p>	<p>1. Résultat d'activité:</p> <p>- Action :</p> <p>Expertise visant à accompagner GICA (Groupe industriel de matériaux de construction) dans la mise en œuvre de son plan de développement notamment dans ses nouvelles activités de production .BEP (Béton prêt à l'emploi) et l'exportation</p> <p>2. Résultat d'activité</p> <p>- Action :</p> <p>Expertise visant à définir le périmètre du Groupe chimie, son organisation, élaboration de son business plan et son bilan d'ouverture.</p>					MIPMEPI	<p>PNUD/GA</p>	<p>71200 Consultant Intern.</p> <p>71300 Consultant national</p>	
						MIPMEPI	<p>PNUD/GA</p>	<p>71200Consultant Intern.</p> <p>71300 Consultant national</p>	

<p>- Convention et memorandum d'ententes produites.</p> <p>-Appui et renforcement de l'ANDPME</p> <p>Etude de faisabilité</p>	<p>3. Résultat d'activité</p> <p>- Action :</p> <p>Elaboration des termes de références et cahier de charges pour le renforcement des capacités d'intervention de l'ANDPME chargée de la mise à niveau et du soutien à la création des PME/PMI</p>		MIPMEPI	PNUD/GA	71200 Consultant Intern. 71300 Consultant national	
<p>Produit 2:</p> <p>Le déploiement spatial est soutenu.</p> <p>Situation de référence 2010</p> <p>-Valeur ajoutée de l'industrie dans le PIB 5%.</p> <p>-Existence d'une stratégie de développement industrielle</p> <p>Indicateurs :</p> <p>Existence de zone industrielle aménagée</p> <p>Existence de réseau d'intelligence économique.</p> <p>Cible : TDR réalisés</p>	<p>1. Résultat d'activité</p> <p>- Action:</p> <p>Elaboration des TDRs de l'étude visant la détermination des modalités de mise en place de réseaux d'intelligence économique au niveau des régions Est, Centre Et Ouest</p> <p>2. Résultat d'activité</p> <p>- Action</p> <p>- Action</p> <p>3. Résultat d'activité</p> <p>- Action</p> <p>- Action</p>		MIPMEPI	PNUD/GA	71200 Consultant Intern. 71300 Consultant national	
<p>Produit 3:</p> <p>Un appui est apporté aux Politiques de support à l'innovation</p> <p>Situation de référence 2010</p> <p>-Valeur ajoutée de l'industrie dans le PIB 5%.</p> <p>-Existence d'une stratégie de développement industrielle</p> <p>Indicateurs</p> <p>Agence Nationale d'Innovation Industrielle</p>	<p>1. Résultat d'activité</p> <p>- Action :</p> <p>Appui à la mise en place d'une Agence nationale de l'innovation industrielle</p>		MIPMEPI	PNUD/GA	71200 Consultant Intern. 71300 Consultant national	

Appui à la mise en œuvre de la stratégie industrielle et la promotion des investissements.

<p>Produit 4: Développement des Ressources Humaines Situation de référence 2010</p>	<p>1. Résultat d'activité - Action : Etude de maturation pour la création de 2 écoles de management.</p>						
<p>-Valeur ajoutée de l'industrie dans le PIB 5%. -Existence d'une stratégie de développement industrielle -Existence d'école de management</p>	<p>2. Résultat d'activité - Action : 2 voyages d'études x(7 cadres /5 jours)</p>					<p>MIPMEPI</p>	<p>PNUD/GA</p>
	<p>3. Résultat d'activité - Action ; Formation en évaluation économique et financière de projets.</p>					<p>MIPMEPI</p>	<p>PNUD/GA</p>
<p>Cellule du projet</p>						<p>MIPMEPI</p>	<p>PNUD/GA</p>
<p>Total annuel</p>			<p>X</p>		<p>74100 Professional services</p>	<p>10.000 US \$</p>	<p>10.000 US \$</p>